

Rapport d'activités – Élu-es au Grand Conseil 2023-2024

Chères et chers camarades,

Nous vivons aujourd'hui un moment politique charnière et ce à plus d'un titre.

D'abord parce que la situation socio-économique de la population se détériore à grande vitesse. Affaiblies par l'épidémie de Covid et les restrictions qui en ont découlés, une grande partie des classes moyennes et populaires sont aujourd'hui frappées de plein fouet par les effets de l'inflation. Conjugée aux hausses structurelles des primes d'assurance maladie et des loyers, nous vivons aujourd'hui une crise majeure du pouvoir d'achat à travers laquelle des milliers de familles s'appauvrissent. A cette inquiétude et aux difficultés croissantes qu'une partie de la population rencontre, la droite fait la sourde oreille, préférant des baisses fiscales qui ne profiteront essentiellement qu'aux plus riches aux propositions visant à soulager les classes moyennes et populaires, comme l'allocation fin de mois proposée par le Parti socialiste.

Mais la population commence à en avoir marre et donne de la voix, comme ce fut clairement le cas lors de l'adoption de l'initiative sur le 13ème rente AVS. C'est là que nous devons jouer pleinement notre rôle. Formuler les propositions claires, efficaces et concrètes pour aider celles et ceux qui en ont le plus besoin.

C'est notamment dans cette optique que le groupe socialiste a déposé un projet de loi pour une indexation des subsides d'assurance maladie à la hausse des primes, une motion pour développer les consultations médicales et les dépistages à destination des personnes précaires, ainsi qu'une résolution pour la radiation automatique des poursuites payées.

En parallèle à notre travail consacré au dépôt de textes parlementaires (nous pouvons encore citer, entre autres, deux textes sur la guerre à Gaza, un sur le Haut Karabagh, une motion pour améliorer la gouvernance du Grand Genève, ou la protection de la jeunesse en régulant la vente de protoxyde d'azote (« gaz hilarant »)) une grande partie de notre énergie s'est orienté vers un combat politique tout aussi nécessaire ; faire obstacle à l'application du programme néo-libéral que le PLR et ses alliés tente d'imposer à notre canton.

En effet, la majorité de droite étendue et décomplexée au Grand Conseil s'est entendue pour mener une vaste offensive visant les services et prestations publiques, les conditions de travail du secteur public comme privé, les droits des patients, les intérêts des locataires. En moins d'une année, nous avons dû lancer ou soutenir sept référendums et nous ne sommes vraisemblablement pas au bout de nos peines. Du jamais vu diront certain-es. Mais plusieurs acteur-trices et observateur-trices de la vie politique genevoise, dont l'expérience est plus longue que celle de la soussignée, nous ont fait remarquer que la situation politique que nous connaissons aujourd'hui n'est pas sans rappeler celle que notre canton a vécu lors du gouvernement monocole de 1993-1997. Une période où la gauche, exclue du Conseil d'Etat et minoritaire au Grand Conseil, s'est vu contrainte de lancer de multiples référendums. La suite, on la connaît ; après plusieurs victoires dans les urnes lors des votations, la

gauche genevoise a obtenu une majorité parlementaire pour la deuxième fois de son histoire. Si la situation n'est pas identique puisque nous sommes aujourd'hui représentés au Conseil d'Etat par nos camarades Carole-Anne Kast et Thierry Apothéloz, des similitudes persistent, notamment le rôle que se doit de jouer le groupe parlementaire et le parti ; un rôle d'opposition et de défense des services publics et des acquis sociaux. C'est dans cet objectif que nous continuerons à travailler, en étroite collaboration avec la direction du parti et ses militants.

Pour finir, je ne saurais conclure ce rapport sans adresser mes chaleureux et sincères remerciements et félicitations à l'ensemble des membres du groupe parlementaire pour leur implication et leur travail qui force le respect, au secrétariat du Parti socialiste genevois pour son professionnalisme exemplaire, à la présidence et au comité directeur pour son soutien et aux militantes et militants qui poursuivent nos efforts sur le terrain à travers leur engagement sans faille. C'est avec enthousiasme et détermination que le groupe parlementaire poursuivra son travail, à vos côtés, pour apporter des solutions concrètes aux difficultés que rencontrent nos concitoyen-nes, pour défendre les services publics et développer les prestations à la population.

Caroline Marti